

LIBÉRATION DU PRISONNIER POLITIQUE TIBÉTAIN TASHI WANGCHUK APRÈS CINQ ANS D'EMPRISONNEMENT



Tashi Wangchuk lors d'un entretien accordé au New York Times au sujet de son travail de plaidoyer. (Photo: capture d'écran du NYT).

FIN JANVIER, LA CHINE A LIBÉRÉ L'UNE DES FIGURES DE PROUE DE LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME AU TIBET, TASHI WANGCHUK, QUI AVAIT PURGÉ UNE PEINE DE CINQ ANS DE PRISON POUR AVOIR CHERCHÉ À PROTÉGER LA LANGUE TIBÉTAINE.

Les autorités chinoises avaient placé Tashi Wangchuk pour la première fois en détention en janvier 2016. Il avait accordé quelques jours plus tôt un [entretien au New York Times](#), lors duquel il avait abordé son combat pour que les Tibétains aient le droit de parler et d'apprendre leur langue maternelle. [En mai 2018, il avait été condamné à cinq ans de prison](#) sur la base de fausses accusations « d'incitation au séparatisme », alors qu'il n'avait rien fait d'autre que défendre des droits protégés par la constitution chinoise et le droit international. Sa condamnation constituait une violation claire de son droit à la liberté d'opinion et d'expression. Selon ses avocats, qui se sont vu à plusieurs reprises [interdire l'accès](#) à leur client, il a également été victime de [torture en détention – une accusation que la Chine n'a pas réfutée](#). La Chine a commis toutes ces exactions

à l'encontre de Tashi Wangchuk alors même que des gouvernements et des parlementaires de par le monde s'opposaient à ce qu'il soit poursuivi et emprisonné. Certains d'entre eux ont réagi à sa libération, dont l'Union européenne, qui a [demandé](#) aux autorités chinoises de mener une « enquête approfondie » sur les présomptions d'actes de torture infligés à Tashi Wangchuk lors de son emprisonnement.

Même si Tashi Wangchuk a été libéré, International Campaign for Tibet demeure inquiète pour sa santé et sa sécurité sur le long terme. En effet, à l'instar de nombreux anciens prisonniers politiques tibétains, ses droits sont limités, il est surveillé et harcelé, et les autorités chinoises pourraient l'arrêter à nouveau.



DANS CETTE ÉDITION

- 1 Libération du prisonnier politique tibétain Tashi Wangchuk après cinq ans d'emprisonnement
- 2 Adoption par les États-Unis d'une loi cruciale en faveur des droits des Tibétains
- 3 Conclusion d'un accord « de principe » controversé sur les investissements entre l'UE et la Chine
- 4 Deux Tibétains de plus décèdent des suites d'actes de torture en détention
- 5 L'éducation de la nouvelle génération chinoise à la sécurité nationale
- 6 Premier tour des élections présidentielle et législatives pour les Tibétains en exil
- 7 Le point sur les prisonniers politiques
- 8 Suggestion de lecture
- 9 Événements à venir



INTERNATIONAL
CAMPAIGN
FOR TIBET

ICT EUROPE

Funenpark 1D
1018 AK Amsterdam,
The Netherlands
Phone: +31 (0)20 3308265
Fax: +31 (0)20 3308266
icteurope@savetibet.nl

ICT BRUSSELS

15, rue de la linière
1060 Brussels
Belgium
Phone: +32 (0)2 609 44 10
Fax: +32 (0)2 609 44 32
info@savetibet.eu

ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163
10435 Berlin
Germany
Tel.: +49 (0)30 27879086
Fax: +49 (0)30 27879087
info@savetibet.de

ICT

1825 Jefferson Place, NW
Washington, DC 20036
United States of America
Phone: +1 (1) 202-785-1515
Fax: [202] 785-434
info@savetibet.org

ADOPTION PAR LES ETATS-UNIS D'UNE LOI CRUCIALE EN FAVEUR DES DROITS DES TIBÉTAINS

LE 27 DÉCEMBRE 2020, LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN, DONALD TRUMP, A PROMULGUÉ LA LOI SUR LA POLITIQUE ET LE SOUTIEN AU TIBET (TIBETAN POLICY AND SUPPORT ACT – TPSA). CETTE LOI RENFORCE CONSIDÉRABLEMENT L'APPUI APPORTÉ PAR LES ÉTATS-UNIS AUX TIBÉTAINS DANS PLUSIEURS DOMAINES CLÉS ET S'ATTAQUE À LA RÉPRESSION CONTINUE DES TIBÉTAINS PAR LA CHINE.

Présentée avec l'appui des deux partis à la Chambre des représentants et au Sénat américains en septembre 2019, la loi sur la politique et le soutien au Tibet avait été adoptée par le Congrès quelques jours plus tôt, le 21 décembre.

Dans le droit fil de la loi sur la politique tibétaine (Tibetan Policy Act) de 2002, d'une importance historique, le TPSA vise principalement à :

- déclarer officiellement que, pour les États-Unis, la sélection des dirigeants bouddhistes tibétains, dont le prochain dalaï-lama, doit s'effectuer selon les instructions du Dalaï-Lama actuel – âgé aujourd'hui de 85 ans – et selon les souhaits de la communauté des bouddhistes tibétains, sans interférence du gouvernement chinois, et qu'il conviendra de sanctionner les responsables chinois s'ils mettent leurs plans à exécution et décident de [nommer leur propre dalaï-lama](#);
- trouver des solutions pour la sécurité de l'eau et les changements climatiques au Tibet;

- appuyer les initiatives diplomatiques en faveur de la négociation d'une solution entre le gouvernement chinois et les représentants du Dalaï-Lama;
- formaliser le financement de projets humanitaires pour les Tibétains vivant au Tibet et ailleurs dans le monde jusqu'à 2025 au moins.

Le TPSA doit désormais être mis en application par l'administration Biden – qui s'est [montrée résolue à soutenir les Tibétains](#) lors de ses premières interventions de fond sur cette question dans la presse. Maintenant que le TPSA a été adopté aux États-Unis, ICT va encourager l'adoption de législations similaires dans d'autres pays.

[Cliquez ici pour consulter dans son intégralité le texte de la loi de 2020 sur la politique et le soutien au Tibet.](#)

CONCLUSION D'UN ACCORD « DE PRINCIPE » CONTROVERSÉ SUR LES INVESTISSEMENTS ENTRE L'UE ET LA CHINE

À LA FIN DE L'ANNÉE DERNIÈRE, L'UNION EUROPÉENNE ET LA CHINE ONT CLOS LES NÉGOCIATIONS SUR LEUR ACCORD GLOBAL SUR LES INVESTISSEMENTS (AGI), MALGRÉ DE VIVES INQUIÉTUDES QUANT AUX RÉPERCUSSIONS DE CET ACCORD SUR LES DROITS DE L'HOMME.



Le président chinois Xi Jinping et les dirigeants européens lors de la vidéoconférence du 30 décembre. (Photo : Service audiovisuel de la Commission européenne)

L'AGI, [conclu sur le principe le 30 décembre 2020](#), devrait remplacer les traités bilatéraux d'investissement entre la Chine et les États membres de l'UE, et vise à aider les entreprises européennes à être plus concurrentielles sur le marché chinois. Il a toutefois suscité de vives critiques de la part d'experts de la Chine et de militants des droits de l'homme ces dernières semaines, notamment car la Chine n'a pas pris d'engagement suffisant sur la question du travail forcé. L'accord prévoit que la Chine déploiera des « efforts continus et soutenus » pour ratifier les deux conventions de l'OIT sur le travail forcé – un engagement faible sachant que la Chine agit de plus en plus au mépris des accords multilatéraux.

En décembre 2020, à la suite de nouvelles révélations concernant le recours au travail forcé, le Parlement européen a de nouveau fermement condamné cette pratique dans une [résolution sur le](#)

> SUITE PAGE 3

> SUITE DE LA PAGE 2

[travail forcé et la situation des Ouïghours dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang](#), adoptée à l'écrasante majorité. En octobre de la même année, plusieurs députés au Parlement européen ont fait part de leurs [préoccupations concernant un rapport révélant l'existence d'un vaste programme de travail coercitif chinois dans la région autonome du Tibet](#), qui aurait contraint plus d'un demi-million de Tibétains ruraux à quitter leurs terres pour aller vivre dans des centres de formation de type militaire.

Dans ce contexte, une coalition de 36 organisations de la société

civile, dont International Campaign for Tibet, ont envoyé un [appel conjoint aux institutions européennes pour leur demander d'introduire dans l'AGI des dispositions contraignantes relatives aux droits de l'homme](#). ICT a également eu l'occasion de faire part de ses préoccupations concernant le peu de place réservée aux droits de l'homme dans cet accord lors d'une consultation de la société civile organisée par la Direction générale du commerce de la Commission européenne fin janvier.

L'accord de principe doit à présent être approuvé par le Conseil de l'UE et le Parlement européen – où il fait déjà l'objet de critiques virulentes.

DEUX TIBÉTAINS DE PLUS DÉCÈDENT DES SUITES D'ACTES DE TORTURE EN DÉTENTION

UN JEUNE MOINE TIBÉTAIN ET UN GUIDE TOURISTIQUE DÉCÉDÉS AU DÉBUT DE L'ANNÉE VIENNENT S'AJOUTER À LA LISTE DES TIBÉTAINS MORTS DES SUITES D'ACTES DE TORTURE ET DE MAUVAIS TRAITEMENTS SUBIS EN DÉTENTION.



Tenzin Nyima

[Tenzin Nyima](#), un moine tibétain de 19 ans, est récemment décédé des suites d'actes de torture qui lui ont été infligés dans sa prison chinoise. Tenzin Nyima avait par le passé été emprisonné pendant six mois pour avoir réclamé l'indépendance du Tibet avec trois autres moines. Lorsqu'il a fait savoir publiquement qu'il avait été arrêté, il a été à nouveau appréhendé. En octobre 2020, après deux mois de détention arbitraire, Tenzin Nyima a été remis en liberté en raison de son état de santé et il a pu rejoindre sa famille. Son dossier médical indique qu'il était paralysé et inconscient. En raison de la gravité de son état de santé, deux hôpitaux ont décidé de le renvoyer chez lui. Il est mort peu après, le 19 janvier 2021.

Le 6 février, [Kunchok Jinpa](#), un guide touristique tibétain de 51 ans, serait également décédé des suites d'actes de torture et de mauvais traitements subis en prison. Kunchok Jinpa, qui purgeait une peine de 21 ans de prison pour avoir parlé à des médias étrangers de la protestation dans sa région natale de Driru (en chinois: Biru) en 2013, souffrait d'une hémorragie cérébrale et était paralysé. Il a succombé à ses blessures dans un hôpital de Lhassa, où il avait été transféré depuis la prison sans que sa famille en ait été informée.

Les cas de Tenzin Nyima et Kunchok Jinpa ne sont pas des exceptions: la Chine transforme régulièrement des détentions arbitraires en peines de mort et elle ne fait l'objet que d'une surveillance minimale à cet égard. Ces affaires



Kunchok Jinpa

mettent également en évidence l'habitude qu'a la Chine de libérer ses prisonniers mourants en raison d'actes de torture et de mauvais traitements, afin de ne pas avoir à assumer la responsabilité de leur décès en détention.

ICT appelle à la conduite d'enquêtes indépendantes sur le décès de Tenzin Nyima et Kunchok Jinpa, et elle a lancé une pétition exhortant la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à agir pour mettre fin à la torture au Tibet. Vous pouvez [signer cette pétition ici](#).

L'ÉDUCATION DE LA NOUVELLE GÉNÉRATION CHINOISE À LA SÉCURITÉ NATIONALE

AFIN DE RENFORCER ENCORE UN PEU PLUS SON EMPRISE SÉCURITAIRE SUR LE PAYS, LE GOUVERNEMENT CHINOIS VIENT DE PUBLIER UN GUIDE VISANT À FAIRE L'ÉDUCATION POLITIQUE DE TOUTE UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE GARDIENS DE LA SÉCURITÉ À TRAVERS LA CHINE.



Capture d'écran d'une vidéo du Bureau de l'éducation de Hong Kong sur la sécurité nationale, destinée à des élèves de l'école primaire.

[universitaire, secondaire et primaire](#) de 56 pages vise à intégrer de manière systématique l'éducation à la sécurité nationale dans le système éducatif chinois (en 2015, l'Assemblée nationale populaire avait déjà décrété que le 15 avril serait la Journée de l'éducation à la sécurité nationale).

Dans les pages du guide destiné aux étudiants contenant des

avertissements sur les menaces hostiles étrangères et internes, on peut notamment lire ce qui suit : *Le combat des anti-séparatistes reste difficile; les efforts qu'ils déploient se caractérisent par leur longueur, leur complexité et leur force; ces menaces émanent des mouvements pour «l'indépendance de Taiwan», «l'indépendance du Tibet», «le Turkestan oriental», «l'indépendance de Hong*

Kong» et d'autres activités séparatistes.

En intégrant systématiquement la sécurité nationale dans le système éducatif du pays, le Parti communiste chinois cherche à instiller chez les jeunes Chinois une attitude hostile à l'égard des Tibétains et des Ouïghours, considérés comme des ethnies séparatistes. Le guide dépeint des minorités telles que les Tibétains et les Ouïghours comme dangereuses et indignes de confiance. Les autorités laissent entendre que ces minorités menacent dangereusement la sécurité nationale, au motif qu'elles mettent en péril l'intégrité territoriale, l'unité nationale, la stabilité politique et l'ordre social, et qu'elles cherchent à renverser le régime communiste en travaillant avec des « forces séparatistes » établies en Chine et à l'étranger.

[Cliquez ici pour lire l'analyse complète d'ICT \(en anglais\).](#)

Dans le droit fil de la position adoptée par le président Xi Jinping, qui justifie ses mesures de sécurité draconiennes par la nécessité de préserver la sécurité nationale, le ministère de l'Éducation a publié en septembre 2020 un guide sur l'éducation à la sécurité nationale, qui doit être mise en œuvre dans l'ensemble du pays. Ce [« Guide pour l'éducation à la sécurité nationale dans l'enseignement](#)

PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES POUR LES TIBÉTAINS EN EXIL

PLUSIEURS MILLIERS DE TIBÉTAINS EN EXIL ONT VOTÉ LE 3 JANVIER À L'OCCASION DU PREMIER DES DEUX TOURS DE L'ÉLECTION DU SIKYONG (LE PRÉSIDENT) ET DES DÉPUTÉS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE TIBÉTAINE.



Des Tibétains déposant leur bulletin de vote aux Pays-Bas le 3 janvier. (Photo: ICT)

Le 8 février, la commission électorale de l'Administration centrale tibétaine [a annoncé les résultats officiels du premier tour](#). Selon le président de la commission électorale, Wangdu Tsering, plus de 60 000 Tibétains ont participé au scrutin organisé dans 26 pays à travers le monde.

L'ancien président du Parlement tibétain en exil, Penpa Tsering, est arrivé en tête avec 24 488 voix. Kelsang Dorjee Aukatsang

(14 544 voix) et Gyari Dolma (13 363) sont respectivement arrivés en deuxième et troisième positions. La liste électorale définitive, avec les deux derniers candidats en lice pour le poste de Sikyong et les 90 candidats pour les 45 sièges à pourvoir au Parlement tibétain en exil, devrait être publiée le 21 mars 2021.

Le taux de participation élevé du premier tour

> SUITE PAGE 5

> SUITE DE LA PAGE 4

démontre à nouveau l'importance du processus démocratique pour les Tibétains en exil. Malgré la difficulté de l'exil et l'émiettement des réfugiés dans de nombreux pays différents, les Tibétains en exil sont parvenus à édifier une démocratie fonctionnelle au cours de ces 60 dernières années d'exil.

À l'issue du second tour du 11 avril, le décompte des voix sera effectué localement entre le 13 et le 19 avril. Les résultats devraient être connus le 20 mai. La cérémonie d'investiture des nouveaux députés est prévue pour le 28 mai et celle du Sikyong devrait avoir lieu quelques jours plus tard.

LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

LHUNDUP DORJE

UN TIBÉTAIN NOMMÉ LHUNDU DORJE A ÉTÉ CONDMNÉ À UNE PEINE D'UN AN DE RÉCLUSION EN DÉCEMBRE DERNIER POUR AVOIR PUBLIÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX DES PHOTOS ET DES ENSEIGNEMENTS DU GUIDE SPIRITUEL TIBÉTAIN EN EXIL, LE DALAÏ-LAMA.



Lhundup Dorje lors de son procès devant le Tribunal populaire intermédiaire de Golog, le 14 décembre 2020. (Photo: Radio Free Asia)

Selon Radio Free Asia, ce nomade tibétain âgé de 30 ans a été condamné par un tribunal chinois de la préfecture de Golog (nord-est du Tibet) pour actes de « séparatisme ». Il a été arrêté le 23 juillet et maintenu en détention pendant cinq mois avant d'être condamné, indique des sources de RFA au Tibet, qui précisent que ses droits politiques seront suspendus pendant un an après sa sortie de prison.

Lhundup Dorje avait attiré l'attention de la police après avoir publié les vœux de bonne année du gouvernement tibétain en exil établi en Inde, l'Administration centrale tibétaine, sur son compte Weibo en février 2019. Il avait également diffusé une vidéo d'enseignements prodigués par le Dalaï-Lama – une figure dont les images sont interdites par les autorités chinoises dans les régions tibétaines – ainsi que des slogans en faveur de l'indépendance du Tibet. Tous ces éléments ont constitué des chefs d'accusation différents, a expliqué la source.

TSERING TSO

LE BUREAU DE SÉCURITÉ PUBLIQUE DU COMTÉ DE TRIKA (EN CHINOIS : GUIDE) [A DÉTENU ADMINISTRATIVEMENT UNE TIBÉTAINE NOMMÉE TSERING TSO \(EN CHINOIS : CAIREN CUO\) PENDANT DIX JOURS EN NOVEMBRE DERNIER, APRÈS QU'ELLE A EXPRIMÉ SES OPINIONS SUR L'APPLICATION CHINOISE POPULAIRE WECHAT.](#)



Tsering Tso lors de son hospitalisation en 2017. (Photo : Radio Free Asia)

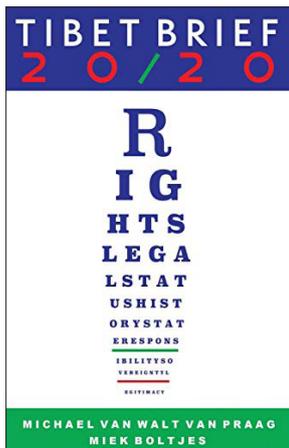
Bien que le contenu de ses publications ne soit pas connu, le Bureau de sécurité publique du comté a invoqué l'article 26 (4) de la loi de répression administrative en matière de sécurité publique de la République populaire de Chine, qui prévoit des détentions administratives dans le cadre de la notion vague d'« autres actes de provocation », pour motiver juridiquement sa mise en détention. En plus de sa privation de liberté arbitraire entre le 20 et le 30 novembre, elle a également été condamnée à payer une amende de 1000 yuans (environ 125 euros).

Ce n'est pas la première fois que la police place Tsering Tso en détention, [selon le TCHRD](#). En 2017, elle avait plaidé pour que les Tibétains de la préfecture autonome tibétaine de Yulshul (en chinois: Yushu) au Qinghai aient le droit de demander un passeport; la police de Yulshul l'avait alors embarquée pour un interrogatoire, au cours duquel, expliquera-t-elle plus tard, elle avait reçu des coups de pied à la tête, au visage, à la poitrine et à l'abdomen, qui avaient conduit à son hospitalisation.

International Campaign for Tibet demande instamment au gouvernement chinois de mettre fin au harcèlement et à la détention arbitraire de Tsering Tso, qui n'a fait qu'exprimer ses opinions et ses idées.

SUGGESTION DE LECTURE

TIBET BRIEF 20/20, PAR MICHAEL VAN WALT VAN PRAAG ET MIEK BOLTJES (EN ANGLAIS)



Si vous pensez que de l'eau a coulé sous les ponts depuis l'intégration du Tibet à la Chine, il est temps de revoir votre position. *Tibet Brief 20/20* est un rappel à la réalité pour les gouvernements; cet ouvrage les invite à réfléchir à leur position sur la question du Tibet, alors que leurs politiques actuelles permettent à la Chine d'asseoir son hégémonie dans la région. Dépourvu de l'autocensure souvent de mise dans les travaux sur le Tibet et la Chine, cet ouvrage démonte un à un les éléments du discours tenu de longue date par Pékin et démontre que: 1. historiquement, le Tibet n'a jamais fait partie de la Chine; 2. le PCC n'a jamais obtenu la souveraineté sur le Tibet depuis qu'il s'est emparé du pays; 3. les Tibétains sont injustement privés de leur droit à disposer d'eux-mêmes; et 4. en ne mettant pas fin au conflit sino-tibétain, la communauté internationale faillit à ses obligations et ses responsabilités légales.

Tibet Brief 20/20 est un appel à l'action, une invitation à corriger le tir. Ce livre est le résultat de dix années de travail de recherche collaborative et il se nourrit des connaissances profondes qu'ont ses auteurs du conflit sino-tibétain et des initiatives pour y mettre fin. Cet ouvrage incontournable est une référence indispensable pour les décideurs politiques, les militants de la société civile et les spécialistes de l'Asie.

Cliquez [ici](#) pour en commander un exemplaire.

Le 2 mars, ICT Europe organisera un épisode des *Tibet Talks Europe* avec Michael van Walt van Praag, l'un des auteurs de *Tibet Brief 20/20* (plus d'informations à ce sujet dans la section «Événements à venir» ci-dessous).

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- **2 MARS:** Tibet Talks Europe #11 - 'Break the silence: Tibet was never part of China', conversation avec Michael van Walt van Praag, auteur de *Tibet Brief 20/20* (en anglais. Plus d'information : <https://www.facebook.com/events/3350727355033522/>)
- **10 MARS:** 62^{ème} anniversaire du soulèvement tibétain
- **11 AVRIL:** 2^{ème} et dernier tour des élections tibétaines en exil